

L'IMPÉRIALISME AUJOURD'HUI

**Etude réalisée par
Claude RENARD**

**Etude proposée et éditée par
l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte
DECEMBRE 2006**

Introduction.

L'EPI, composante tournaisienne de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte a organisé, le 9 décembre 2006, un débat sur le thème de **l'impérialisme aujourd'hui**.

Partant du N° 233 de la revue « Cahiers marxistes » (août-septembre 2006), ayant pour titre général « Le défi impérial », le débat a proposé une réflexion globale sur une des questions internationales qui reste majeure : l'impérialisme, terme aujourd'hui banalisé, mais qui révèle en fait celle du leadership international tant sur le plan géostratégique que –et surtout- sur le plan économique.

L'introduction et l'animation du débat a été assurée par Claude Renard, ancien président de la Fondation Joseph Jacquemotte qui est resté un précieux collaborateur de notre association.

L'étude qui suit est la note de synthèse qu'il a rédigée pour l'activité organisée par l'EPI. Cet écrit est un rappel utile à l'heure où la mémoire collective s'estompe, voire même s'anesthésie. A une époque où les rapports internationaux – y compris de domination, y compris conflictuels- apparaissent quasiment, telle la modernité libérale du capitalisme dominant, comme une voie naturelle coulant de source, alors qu'elles ne sont jamais que la poursuite opiniâtre, obtuse, des politiques imprégnées des relents de la guerre froide. Claude Renard, sans tomber dans le simplisme, dans la comparaison facile, tisse les liens subtiles, charpentés, argumentés qui relie l'analyse de l'histoire à celle de l'actualité.

L'ACJJ et ses animateurs se tiennent à la disposition des associations pour poursuivre le débat.

Jean-Pierre Michiels
Président de l'ACJJ

P.S. Nos remerciements vont aussi à notre amie Zouzou pour sa précieuse collaboration logistique.

Préambule.

Au-delà des changements de vocabulaire - le mot « multinationale » n'existait pas en 1915 – la définition léninienne de l'impérialisme a, selon moi, remarquablement tenu la route. Ce que Lénine appelait la *formation d'unions internationales de monopoles capitalistes se partageant le monde* faisait clairement apparaître, au début du XXème siècle, le processus qui s'est poursuivi jusqu'à la mondialisation/globalisation que nous connaissons en ce début du XXIe siècle.

Les multinationales planent très haut au-dessus des Etats-nations-marchés nés avec l'ascension sociale et politique de la bourgeoisie. Mais, assurément, pas de la même manière partout. L'affaire VW nous rappelle que la bourgeoisie belge, après avoir été un modèle sur le plan entrepreneurial, a baissé les bras dans le courant du XXème siècle. J'ai connu, enfant, l'automobile Minerva et la moto FN. Alors qu'un pays comme la Suède produit sa Volvo, la Belgique se borne aujourd'hui à accueillir des usines de montage. Cela donne Renault Vilvorde et maintenant Volkswagen. Donc le phénomène de déracinement des grandes industries que l'on constate un peu partout n'est pas identique partout. Les intérêts des multinationales peuvent, à des degrés divers, conserver un ancrage national. C'est le cas de VW en Allemagne, encore que cet ancrage soit tout de même très relatif puisque –on le sait-, la firme n'a pas ménagé non plus son personnel allemand : 6000 licenciements et l'allongement de la durée du travail sans compensation salariale.

Mais, s'il s'agit des Etats-Unis et même si les travailleurs n'y sont pas moins exploités qu'ailleurs, il est clair que, là, les multinationales sont à la base d'un impérialisme qui a gardé une identité nationale fortement marquée et qui, de surcroît, a réussi à se subordonner les autres impérialismes dans les circonstances que l'on sait.

On verra pourtant en p.8, Chap. III, de l'introduction écrite que, selon moi, « le partage du monde entre les grandes puissances ne cesse de se perpétuer sous des formes nouvelles ». Après avoir relu l'article de Panitch et Gindin dans les Cahiers Marxistes (CM), là où ils soulignent avec raison que l'ère des rivalités entre impérialismes est révolue du fait de la prépondérance des E.U., je me suis demandé si je ne devais pas nuancer cette phrase. Mais, à la réflexion, je ne l'ai pas modifiée. Pourquoi ? Parce que si l'impérialisme américain a effectivement submergé les autres, il ne les a pas pour autant balayés comme un raz-de-marée, et ceux-ci restent capables d'agir pour leur propre compte, au moins dans certaines limites. Entre autres, par le truchement de l'UE et c'est ce que montre bien Xavier Declercq que je cite à la même page.

En outre, si le mot « rivalité » ne reflète plus la réalité des rapports de force, on ne peut pas nier que des contradictions, des divergences subsistent, et qu'elles peuvent revêtir une grande importance politique, dans l'optique même de la lutte anti-impérialiste. Un exemple : quelle serait aujourd'hui la situation de notre monde si les Etats-Unis avaient utilisé la bombe atomique contre la Chine lors de la guerre de Corée ? Or, c'est ce que voulait le général MacArthur et s'il n'a pas été suivi par Truman, ce fut, pour une bonne part, grâce à l'insistance des Britanniques qui comptaient pourtant parmi les alliés les plus serviles des Etats-Unis.

Il n'y a pas non plus d'impérialisme homogène ; des divergences existent aussi au sein des puissances impérialistes. J'ai souligné leur importance politique dans l'introduction écrite en rappelant celles qui opposèrent Churchill et Chamberlain en 1938-39, et l'impérialisme américain lui-même n'en est pas à l'abri.

Devant la persistance et l'aggravation du gâchis irakien, la ligne Bush fait maintenant l'objet de vives contestations aux Etats-Unis. Dans l'OTAN aussi, on observe des signes d'impatience, notamment en raison de la situation en Afghanistan où, surtout dans le Sud, ses troupes rencontrent des difficultés croissantes. Cette opposition est la bienvenue et profitera évidemment au parti démocrate. Cela étant dit, il ne faut pas attendre de l'arrivée d'un démocrate à la Maison Blanche qu'elle modifie fondamentalement les grandes orientations de la politique américaine, et si des changements positifs intervenaient demain, comme on le

souhaite, ce serait quasi indépendamment des appartenances politiques. N'oublions pas que ce fut un républicain, Richard Nixon, qui mit fin à la guerre du Vietnam. Républicain aussi le Général Eisenhower qui étonna le monde quand, au terme de son mandat présidentiel, il mit son pays en garde contre l'emprise du « complexe militaro-industriel ». On sait par ailleurs que le puissant lobby pro-israélien ne trouve pas moins d'oreilles complaisantes chez les démocrates que chez les républicains. Reste que l'horizon s'est bouché à ce point que Bush a dû enregistrer la démission de deux de ses fidèles d'entre les fidèles : le secrétaire d'Etat Donald Rumsfeld et l'ambassadeur des USA à l'ONU, John Bolton, de qui la postérité retiendra, parmi beaucoup d'autres, cette déclaration fracassante : *les Nations-Unies ne peuvent fonctionner que quand l'Amérique les dirige.*

On perçoit également des tensions du côté du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, que préside le très bushien Paul Wolfowitz ; on relève que son vice-président, Francis Bourguignon, a tenu à son sujet des propos inhabituellement autocritiques : « *Durant une période de l'histoire récente, a-t-il dit, l'idéologie l'a emporté sur le raisonnement (l'idéologie, c'est-à-dire la libéralisation tous azimuts).* Et d'ajouter que la BM reconnaît maintenant la spécificité des situations nationales. » Même dans un pays comme l'Ouganda, admet-il où l'on a constaté une forte croissance, la pauvreté s'est à peine réduite et les inégalités se sont accrues. Pourquoi ? F. Bourguignon ne le dit pas, mais, parlant du passé, il évoque l'ex-Zaïre : « *Il est clair, dit-il, qu'une grande partie de l'aide accordée à ce pays s'est retrouvée sur les comptes bancaires de M. Mobutu* ». Or, il est de notoriété publique que Paul Wolfowitz fut un des principaux soutiens de Mobutu sur la scène internationale. F. Bourguignon ne l'ignore évidemment pas et sa remarque ne peut s'expliquer par un discret effacement du président de la BM. Bien au contraire, celui-ci vient d'emboucher sa trompette pour critiquer les interventions de la Chine en Afrique.

C'est qu'en Afrique aussi, les Etats-Unis (et l'UE) devront compter de plus en plus avec des puissances comme la Chine et l'Inde. La Chine, tout particulièrement, fait acte de présence dans bon nombre de pays africains auxquels elle apporte une aide qu'elle compte doubler d'ici 2009. Reste à savoir de quelle aide il s'agira. Jusqu'ici, l'Afrique décolonisée est restée paradoxalement victime de ses richesses naturelles, toujours livrées à un véritable pillage. Avec son taux de croissance galopant, la Chine s'intéresse aussi à ces ressources et, dans ce domaine, ne se distingue pas des autres « clients » de l'Afrique. Où elle se distingue, c'est dans l'exportation vers ce continent de produits manufacturés beaucoup moins chers que ceux venus d'Occident. Or, ce dont l'Afrique a le plus besoin, outre d'aides médicales et de matière grise, c'est, d'une part, d'infrastructures suffisantes (routes, ports...) et, d'autre part, de pouvoir développer et diversifier ses exportations. A en croire Francis Bourguignon (qui, contrairement à Wolfowitz, ne critique pas la Chine), la Banque mondiale reconnaîtrait maintenant cet impératif. Ce qui, bien entendu, exigerait la création sur place de moyens nouveaux. Mais se pose alors la question de savoir de qui dépendraient ces moyens nouveaux. A ce stade, on voit mal les multinationales, et la BM à leur suite, s'écarter de leurs sacro-saints critères de rentabilité. Même la Chine n'y échappe pas. La Chine qui – ne l'oublions pas- a ouvert ses portes à de nombreuses grandes sociétés étrangères, surtout américaines : Wall-Mart, Microsoft, Nike, Google, etc. qui peuvent pleinement compter sur l'aide de la très influente Chambre de commerce américaine installée à Shangaï. Or, un rapport du Centre d'études *Global labour strategies* signalait récemment que cette institution était en train de faire obstacle à une loi chinoise visant à améliorer les conditions de travail dans les entreprises en question. Et c'est ainsi que, de nos jours, on passe si aisément de Pékin à Forest...

C.R. (05.12.06)

Débat sur l'impérialisme aujourd'hui.

INTRODUCTION

Quand on parle de l'impérialisme aujourd'hui, on pense quasi automatiquement à l'impérialisme américain. Alors que les communistes furent longtemps les seuls – ou presque – à le dénoncer, sa mise en cause est devenue banale. Il n'est plus rare de trouver dans la grande presse des articles très critiques à l'égard de la politique extérieure des Etats-Unis, surtout depuis que Georges W. Bush sévit à la Maison Blanche. Mais peut-on considérer pour autant que la notion d'impérialisme s'est clarifiée dans l'esprit de Mr et Mme Tout-le-monde ? Certainement pas. Ce qui est vrai, c'est que l'impopularité croissante de Bush et de son entourage a créé un climat qui facilite maintenant une approche plus approfondie des mécanismes de l'impérialisme moderne, dont les Etats-Unis sont l'illustration la plus évidente. Encore faut-il s'y employer, et c'est justement de qu'a fait et même très bien fait la dernière livraison de la revue « Cahiers marxistes » (n° 233, août-septembre 2006).

A des degrés divers, la plupart des articles se réfèrent à une étude que Lénine écrit en 1916, au cours de la Première guerre mondiale : *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Il est difficile aujourd'hui de se la procurer. Elle figure dans le tome 22 des œuvres de Lénine et dans quelques autres éditions anciennes. Vous en trouverez un bon résumé dans l'article de Michel Godard, p.68, ainsi que les cinq caractéristiques qui, selon Lénine, définissent l'impérialisme moderne. Citons :

- (1) **concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ;**
- (2) **fusion du capital bancaire, et du capital industriel, et création, sur la base de ce capital financier, d'une oligarchie financière ;**
- (3) **l'exportation des capitaux¹, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière ;**
- (4) **formations d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde ;**
- (5) **fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances.**

Dans un autre article de la revue, Leo Panitch et Sam Gindin expriment certains désaccords (résumé p.78) à propos des vues de Lénine, ce qui me donne l'occasion d'attirer votre attention sur des précisions que Lénine apporte dans son texte et qui n'apparaissent nulle part ailleurs. Tout au début de son étude, il écrit par exemple : « *Nous allons tâcher d'exposer sommairement, le plus simplement possible, les liens et les rapports existant entre les caractères économiques fondamentaux de l'impérialisme. Nous ne nous arrêterons pas sur l'aspect non économique de la question, comme il le mériterait* »² Et juste avant sa définition, Lénine écrit qu'il la propose « *sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement.* »

Le fait est que la notion de « stade suprême » donne encore lieu, de nos jours, à des controverses. Moi-même, j'ai eu l'occasion d'écrire récemment que les successeurs de Lénine ont commis l'erreur d'assimiler cette notion à celle de « phase terminale », alors que ce n'est pas du tout la même chose. Mais il est indéniable que certains passages du texte de Lénine ont pu, sinon justifier, du moins favoriser cette confusion. Il y est question, par exemple, de la « putréfaction du capitalisme ou du capitalisme « moribond ». Michel Godard et Slim Laghmi y font allusion. Ce dernier écrit qu'il faut « délester » le texte « *de son aspect militant* ». Certes cet aspect existe et nous aurons l'occasion d'y revenir dans le débat. Mais il convient de souligner dès maintenant que les mêmes termes se retrouvaient (et de façon tout à fait « non-militante ») dans un livre de l'économiste libéral J.A. Hobson. Dans cet ouvrage intitulé *L'impérialisme* et publié en 1902 à

¹ On parlerait aujourd'hui de la « mobilité » des capitaux.

² Ce dont nous avons tenu compte dans ce qui suit.

Londres et à New York, Hobson avait critiqué l'apparition du capitalisme des monopoles, qualifié de « parasitaire », aux dépens de la libre concurrence. Lénine se référait également à l'ouvrage de l'autrichien Rudolf Hilferding qui avait paru en 1910 et dont les conclusions allaient dans le même sens.

Dans ses commentaires, Lénine fournit lui-même des précisions qui montrent à quel point il serait erroné de ne retenir que l'aspect « militant » de son texte, en oubliant des remarques aussi significatives que celles-ci : *« ... Les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus... »*

Et encore :

« ... Ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme (...). Dans l'ensemble, le capitalisme se développe plus vite qu'auparavant, mais ce développement devient généralement plus inégal... »

C'est dire que la pensée léninienne et les développements que lui donnent, avec beaucoup d'intelligence, les différents articles des C.M. constituent une base excellente pour notre débat. Débat qui, bien entendu, va privilégier la question de l'impérialisme telle qu'elle se pose au début de notre siècle, mais que l'on ne peut aborder dans de bonnes conditions, aux confins des XIXe et XXe siècles.

Je propose donc que notre débat s'articule de la façon suivante;

Evolution de la notion d'impérialisme dans l'Histoire jusqu'à ce « stade suprême » qui rendit possible la Première guerre mondiale.

Evolution de la notion d'impérialisme des années 20 à la fin de la Seconde guerre mondiale (impérialisme et fascisme)

L'impérialisme après la Seconde guerre mondiale. De la guerre froide à l'hégémonie américaine.

Les cinq caractéristiques par lesquelles Lénine définissait l'impérialisme moderne entrent tout naturellement dans ce cadre. D'autre part, nous serons attentifs à la manière dont les politiques d'Etat mises au service de visées impérialistes ont toujours veillé à se déguiser au fil de leur évolution historique.

L'IMPERIALISME : TROIS PERIODES DE SON DEVELOPPEMENT

I.

La notion d'impérialisme dérive de la notion d'empire, très ancienne, mais son apparition est récente. Ce mot a été utilisé pour la première fois à la fin du XIXe siècle par l'économiste français Leroy-Beaulieu. On le retrouve ensuite sous la plume de l'anglais Hobson (voir introduction). Il se banalise très vite avec les transformations qui s'opèrent dans le monde capitaliste développé à partir des années 80 du XIXe siècle jusqu'au déclenchement de la Première guerre mondiale.

Voici quelques dates qui sont les points de repère autant que les jalons.

1898. L'empire britannique s'empare de l'Afrique du Sud (guerre des Boers) et du Soudan où l'affaire de Fachoda, dont l'enjeu est le contrôle de la vallée du Nil, oppose la Grande Bretagne à la France (qui cède). Guerre hispano-américaine. Les Etats-Unis dépossèdent l'Espagne de Cuba et des Philippines, où leur action militaire se poursuivra jusqu'en 1901 contre les indépendantistes.

1904-1905. Guerre russo-japonaise. Enjeu : le contrôle de la Mandchourie et de la Corée. La défaite russe a notamment pour conséquence l'éclatement de la révolution de 1905 dans laquelle les soviets font leur apparition.

1904-1907. De l'*Entente cordiale*, accord franco-britannique sur le contentieux colonial entre les deux pays, on passe à la *Triple Entente* qui prolonge l'alliance franco-russe de 1893. Pour la Grande-Bretagne, il s'agit surtout de faire face aux prétentions allemandes en Afrique centrale et à la mise en cause, par l'Allemagne, de la prépondérance navale britannique.

1905-1912. Crise marocaine. Cette question mérite que l'on s'y attarde en tant qu'exemple particulièrement éclairant de l'enchevêtrement de conflits d'intérêts qui sous-tend le partage du monde entre les grandes puissances. (voir Annexe 1.)

1908. Le Congo, jusque-là propriété de Léopold II, devient le Congo belge (voir les articles sur le Congo dans les C.M.).

1908-1909. L'empire austro-hongrois annexe la Bosnie-Herzégovine. La « poudre balkanique » est de plus en plus d'actualité.

1911-1912. L'Italie conquiert la Tripolitaine (actuelle Lybie) aux dépens de l'empire ottoman.

1912. Alliance de l'Allemagne, de l'empire austro-hongrois et de l'Italie : la *Triple Alliance* (ou *Triplice*), dont l'Italie se retirera en 1914 pour changer de camp en 1915.

1912-1913. Guerres balkaniques. L'empire ottoman perd la Macédoine, la Thrace et la plupart des îles de la mer Egée.

1914. Première guerre mondiale. Elle s'étend d'emblée à l'Extrême-Orient où le Japon, se range aux côtés de la Grande-Bretagne.

1917. Révolution de février en Russie : chute de l'empire tsariste. Avril : entrée en guerre des Etats-Unis. Révolution d'Octobre.

1918. Mars : la Russie soviétique se retire de la guerre (Paix séparée de Brest-Litovsk). Novembre : défaite de l'Allemagne ; chute de la monarchie allemande.

1919. Traité de Versailles (voir annexe 2.) Echec de la révolution spartakiste en Allemagne et de la révolution des Conseils en Hongrie.

1919-1920. Traités de Saint-Germain et du Trianon : démembrement de l'empire austro-hongrois. Traité de Neuilly et de Sèvres : dissolution de l'empire Ottoman; la Palestine, la Transjordanie et la Mésopotamie passent sous contrôle anglais, la Syrie (Liban inclus) sous contrôle français.

A gauche surtout, la notion d'impérialisme avait eu très vite, des connotations péjoratives. En 1907, le congrès de Stuttgart de la IIe Internationale (fondée en 1889) alla jusqu'à déclarer que les socialistes utiliseraient la crise ouverte par une guerre impérialiste en Europe pour soulever les masses et renverser le capitalisme.

Mais, sur le terrain, les idées étaient loin d'être aussi claires. En témoigne cet extrait d'un discours d'Emile Vandervelde à un congrès du P.O.B., le 24 mars 1913 : « *Que demain la France républicaine soit attaquée par une des grandes monarchies militaires de l'Europe, le devoir des socialistes serait, en France, de défendre les institutions républicaines, et dans l'autre pays de résister par tous les moyens à une agression contre la démocratie. Que devraient faire nos amis de Russie dans une guerre avec l'Allemagne, qui représenterait en cette occurrence la civilisation ? Sauter à la gorge du tsarisme, évidemment, parce qu'ils défendraient ainsi la cause de la civilisation et de l'humanité* ».

Vandervelde s'exprimait là comme si rien n'avait changé dans l'état du capitalisme mondial depuis le milieu du XIXe siècle. En 1913, même si l'Allemagne avait été la plus évoluée des républiques, ses ambitions dans le (re)partage du monde n'auraient pu être ni différentes ni plus acceptables par ses rivaux. En outre, Vandervelde ne tenait pas compte du fait que la France républicaine avait conclu une alliance avec la Russie tsariste.

Cette déclaration présente toutefois un intérêt particulier dans la mesure où elle fait allusion aux bonnes raisons qu'avaient les révolutionnaires russes de « sauter à la gorge » du tsarisme. On trouvera plus tard, dans « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* » un exposé systématique de ces raisons, mais Lénine avait déjà développé son analyse dès le début de la guerre, comme l'indique le projet de résolution qu'il avait proposé, en août 1915, à la conférence socialiste internationale de Zimmerwald (Suisse) : « *La guerre actuelle a été engendrée par l'impérialisme qui est le stade suprême du capitalisme* ». Et d'ajouter que la social-démocratie avait pour devoir de transformer cette guerre « *en guerre civile pour le socialisme* ».

Notons par ailleurs qu'à la même époque, Lénine voyait dans les Etats-Unis le « *pays d'avant-garde du capitalisme moderne (...) modèle de notre civilisation bourgeoise* ». Effectivement, l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1917, marque un tournant dans le cours d'une mondialisation qui ne se limite pas à ses champs de bataille.

II.

Au lendemain de la Première guerre mondiale, la puissance économique des Etats-Unis est telle que sa production industrielle représente à elle seule 42% de la production mondiale, contre environ 28% pour l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France réunies. Ils sont les créanciers de l'Occident et l'Amérique latine entre dans leur zone d'influence. Mais les « années folles » ne tarderont pas à déboucher sur une crise d'une ampleur sans précédent, dont l'épicentre se trouve précisément aux Etats-Unis. Sur fond de spéculation et d'écart croissant entre salaires et profits, apparaissent des problèmes de surproduction qui vont de pair avec la hausse du crédit à la consommation. D'où le célèbre krach de Wall Street en 1929. Alors qu'au rythme du progrès technique, la production industrielle mondiale augmente de 80% de 1913 à 1938, le commerce mondial se réduit d'un tiers de 1929 à 1939 et les crédits internationaux diminuent d'environ 90% de 1927 à 1933.

De la mondialisation de la guerre, on passe à la mondialisation de la crise. Pour le reste, le protectionnisme revient en force à l'échelle des Etats marchés et des empires coloniaux. L'Allemagne est la plus touchée. Les difficultés monétaires générales y prennent des proportions catastrophiques et le taux de chômage y atteint 40% en 1933. Cela s'explique en partie par le fait que l'Allemagne, que ses dettes de guerre (les « réparations ») asphyxient, est soumise dans ce domaine à de fortes pressions, surtout françaises. Son incapacité à y faire face lui vaudra, en 1923, des représailles militaires qui auront de graves incidences politiques à moyen terme (occupation de la Ruhr par l'armée française et un contingent belge).

La révolution générale qu'espérait Lénine n'a réussi qu'en Russie. Si le pouvoir des soviets parvient à vaincre la contre-révolution, il ne peut, dans l'immédiat, que se concentrer sur des objectifs urgents, notamment enrayer la famine, avant d'entreprendre la construction d'un régime nouveau en URSS (qui a été amputée d'une partie de ses territoires en Europe de l'Est). Face à l'hostilité générale du monde capitaliste, elle ne peut compter que sur la IIIe Internationale, fondée en 1920, pour se ménager des appuis populaires dans le monde. Néanmoins, alors que la crise et le chômage sévissent presque partout, elle parviendra à multiplier par trois sa production industrielle de 1919 à 1940, tout en réalisant d'importantes réformes sociales. Ses plans quinquennaux, en particulier, lui vaudront un grand prestige qui inquiète les classes dirigeantes en Occident.

Le « péril bolchevik » et les conséquences sociales de la crise incitent les gouvernements à recourir à des méthodes du style « New Deal » aux Etats-Unis et dans d'autres pays capitalistes. Mais l'emploi de ces méthodes ne suffit pas partout. En 1922, l'Italie s'est engagée dans la voie du fascisme et les nazis, en Allemagne, y verront un exemple à suivre. En 1933, Hitler s'appuie sur trois bases : l'anticommunisme (qui lui vaut les faveurs de l'establishment), le sentiment d'humiliation ressenti par les Allemands à la suite du Traité de Versailles et de l'occupation de la Ruhr, la gravité de la crise en Allemagne. Dans ce contexte, le nazisme a recours à une démagogie populiste (contre les « ploutocrates » et les « Judéo-marxistes»), mais aussi à des arguments politiques (contre le traité de Versailles) qui offrent à l'impérialisme allemand des « justifications » très efficaces³

Le Japon, qui attaque la Chine en 1931, se range dans le camp germano-italien, mais comme l'a montré Eric Hobsbawm, le fascisme reste un phénomène étranger à ce pays, l'impérialisme y trouvant tout naturellement son expression politique dans un régime impérial traditionnellement autoritaire et militariste.

Les dictatures fascistes et surtout la dictature nazie vont relancer les rivalités inter-impérialistes et leur donner, d'abord en Europe, une violence sans précédent qui conduit à la Seconde guerre mondiale.

Tout en se réclamant de la démocratie, les puissances impérialistes repues –Grande Bretagne et France– s'accrochent, du moins au début, des succès fascistes. En Grande-Bretagne, même Churchill voit d'un bon œil l'arrivée au pouvoir de Mussolini. En 1936, les troupes allemandes réoccupent la Rhénanie sans

³ Voir la brochure extrêmes droites et fascisme, FJJ 1998, Cahier n°17, p.p. 19 à 21.

provoquer de représailles. Toujours en 1936, l'Italie utilise impunément le canal de Suez pour mener sa guerre de conquête en Abyssinie (actuelle Ethiopie). Il va devenir évident qu'en Grande-Bretagne comme en France, il existe dans les classes dirigeantes des milieux influents qui rêvent de canaliser l'agressivité des Etats fascistes, l'Allemagne surtout, contre l'URSS. Aux exemples déjà cités, on ajoutera la politique de non-intervention en Espagne, où l'Allemagne et l'Italie apportent leur soutien militaire à Franco et, principalement, les accords de Munich qui livrent la Tchécoslovaquie à Hitler, mettant fin à la possibilité d'un pacte dit de Sécurité collective avec l'URSS pour endiguer les ambitions allemandes. Cette fois, Churchill se montre lucide : « *Vous allez, dit-il à Chamberlain, par le pire des chemins vers la pire des guerres* ».

On connaît la suite : de 1939 à 1942, l'Allemagne, l'Italie et le Japon déclenchent la guerre et l'étendent rapidement à toute le planète.

C'est dans ce contexte que l'URSS, convaincue que les conflits entre impérialismes rivaux l'emporteront sur leurs visées antisoviétiques, récupère militairement une partie des territoires perdus en Europe de l'Est, au lendemain de la Première guerre mondiale. Entre 1939 et 1941, la définition de la nature de la nouvelle guerre donne lieu à des hésitations dans le mouvement communiste international. L'opinion majoritaire penche pour la thèse d'une nouvelle guerre impérialiste dont l'URSS se tient à l'écart avec raison, le pacte de non-agression. Germano-soviétique de 1939 étant considéré comme une réplique légitime aux accords de Munich. Mais la suite des événements change la donne, et l'on sait dans quelles conditions dramatiques la Sécurité collective finit par s'imposer, mais trop tard, aux nouveaux alliés. Certes, la Seconde guerre mondiale n'en garde pas moins des traits de guerre impérialiste, dans la mesure où Churchill, par exemple, ne songe qu'aux intérêts de l'empire britannique, mais la lutte contre le fascisme et les perspectives émancipatrices qui s'en dégagent en font d'abord une guerre de libération des peuples. Aussi l'URSS de 1945 jouit-elle d'un immense prestige. Des démocraties populaires font leur apparition en Europe de l'Est et dans les Balkans, tandis qu'en Extrême Orient, la révolution chinoise, qui se poursuit dans le prolongement de la guerre contre le Japon, va triompher de Tchang Kaï-chek en 1949.

Quant aux Etats-Unis, il aura fallu l'agression japonaise de 1942, pour qu'ils basculent à leur tour dans la guerre. Mais leur entrée en guerre confirmera très vite le jugement que Lénine portait sur eux en 1915. Jugement plus que jamais d'actualité trente ans plus tard, lorsqu'ils se trouveront à nouveau dans une position de supériorité écrasante par rapport à leurs alliés européens. Tirant les leçons de l'autre après-guerre, ils interviennent cette fois en force pour aider les classes dirigeantes, y compris dans les pays vaincus, à surmonter leurs difficultés (Plan Marshall, 1947, avec relèvement prioritaire de la RFA. Sauvetage de la dynastie nipponne). C'est que le communisme redevient l'ennemi n°1. La guerre froide n'est pas loin.

Le seul point commun entre les deux super-puissances de 1945, c'est (mais pour des raisons différentes !), leur opposition au vieux colonialisme qui s'écroulera effectivement, morceau pas morceau, de 1945 aux années 60 du XXe siècle. Ainsi, toutes deux condamnent, en 1956, l'attaque franco-israëlo-britannique contre l'Egypte (nationalisation du canal de Suez).

III

En ce qui concerne le dernier volet de notre débat –de la guerre froide à l'hégémonie américaine-, nous avons pour base les différents articles de la revue et, plus particulièrement, pour ce qui est de *la reconstruction par les Etats-Unis d'un nouvel ordre mondial*, la partie de l'article de Leo Panitch et Sam Gindin qui commence par ce sous-titre, p.85.

Barbara Delcourt fait remarquer que le terme « impérialisme », jadis péjoratif, a cessé de l'être aux Etats-Unis où l'on semble avoir repeint à neuf le concept romain *d'imperium*, concept que Slim Laghami évoque lui aussi : « *Les Etats-Unis considèrent qu'ils sont sur le point de réaliser la pax americana et que les seuls ennemis qu'ils aient sont ceux que les Romains appelaient les « Barbares » et qu'eux nomment les « Etats voyous » ou « l'axe du mal »* (p.60). Ce souci de « pacifier » la planète dissimule mal des objectifs non moins triviaux que ceux des Romains, le marché du pétrole ayant remplacé celui des esclaves. Mais il va de soi que, de nos jours, l'embellissement des objectifs impériaux s'impose plus que jamais. Dans les années 90, observe David Chandler, on les avait ornés de parures humanitaires, prétexte qui, semble-t-il, n'a plus la cote depuis le début du siècle. On leur a ensuite préféré la bonne vieille diabolisation des gêneurs, en quelque sorte le retour, sous une autre forme, de « l'homme au couteau entre les dents ». Mais, bien entendu, il en faut pour tous les goûts et pour tous les niveaux intellectuels. Ainsi n'a-t-on pas manqué de faire appel à d'éminents universitaires, comme Francis Fukuyama, qui, renouant pour la circonstance avec un certain hegelianisme, considère que le triomphe de l'american way of live représente « la fin de l'Histoire » (on ne pourra jamais faire mieux) ou comme Samuel Huntington qui a découvert les « choc des civilisations » ou « des cultures » là où Jean Vogel ne voit, à juste titre, qu'un « choc des barbaries » (pp.119 et suivantes). Tout donne à penser que les futurs successeurs de Bush essaieront de faire mieux.

Depuis l'échec historique du « socialisme réalisé », qui a entraîné la disparition de ce qui fut le principal contrepoids à l'impérialisme américain, on peut se permettre de parler franc et d'appeler les choses par leur nom. C'est justement pourquoi les termes d'« impérialisme américain » se sont banalisés.

La politique américaine de l'« endiguement » et/ou du « refoulement » du communisme a été de pair très tôt, dès avant la fin de la Seconde guerre mondiale, avec la mise en place des dispositifs nécessaires à une « recolonisation civile », selon l'expression de P.F. Tavares⁴, bien que cette « recolonisation », s'il le faut, n'hésite pas à prendre des formes militaires, comme on l'a vu en Corée et au Vietnam et comme on le voit encore au Proche-Orient.

En fait, les conceptions qui prévalent au cours du nouveau processus de mondialisation/globalisation sont celles qui se dessinaient déjà à Washington lors de accords de Bretton Woods, en juillet 1944, actes fondateurs de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International. Comme l'a fait remarquer récemment le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde (CADTM), cette tendance n'a fait que se préciser, car « la procédure de désignation du président de la B.M. est particulièrement emblématique d'une conception impérialistes des relations diplomatiques », surtout depuis 1968, lorsque son directeur américain, Robert Mc Namara, réussit à l'utiliser « comme un véritable outil géopolitique au service des alliés stratégiques des Etats-Unis »⁵. Quant à son président actuel, Paul Wolfowitz, désigné en 2005, c'est l'homme qui, partout dans le monde, a été le soutien le plus actif des Pinochet, Mobutu, Suharto et autres Marcos. L'Organisation Mondiale du Commerce, fondée en 1965, s'inscrit dans la même orientation qui, bien sûr, s'impose d'autant plus aisément que les pays concernés sont, comme en Afrique, extrêmement fragiles. Aussi la « recolonisation civile » s'y est-elle opérée avec une particulière visibilité. P.F. Tavares estime que « *les multinationales y agissent de plus en plus sans contrepoids politiques, si bien que Etats africains se trouvent de plus en plus fragilisés par le F.M.I. et la B.M., d'un côté, et par les multinationales de l'autre.* » Le CADTM confirma cette opinion et ajoute que, du fait de la dette extérieure publique et avec la complicité de dirigeants locaux (« élite » que l'on appelait jadis la bourgeoisie « comprador »), « *des Etats n'assurent plus à leurs peuples la*

⁴ « Le Monde diplomatique », janvier 2004.

⁵ « Le Soir », 16-17 avril 2005

satisfaction des besoins fondamentaux alors que les ressources naturelles sont pillées ou bradées à de puissantes multinationales. » On notera que, depuis quelques temps, la Chine se fait forte d'apporter une aide véritable aux pays africains. On verra sans doute assez vite ce qu'il en est exactement.

Ce que Lénine appelait le « partage du monde entre les grandes puissances » ne cesse de se perpétuer sous des formes nouvelles, en fonction des rapports de force. L'Europe n'en est pas absente. On lisait récemment dans « Le Soir », sous la plume de Xavier Declercq, d'Oxfam Solidarité : « ...120 ans après avoir partagé l'Afrique lors du Congrès de Berlin, les élites européennes divisent une fois de plus le monde extérieur en zones de coopération mutuelle dans le cadre des accords de Cotonou (2000). La Communauté européenne a ainsi découpé les 77 pays concernés en six zones géographiques de libre-échange sans tenir compte des marchés régionaux pré-existants. Par ailleurs, et c'est un des traits nouveaux de la mondialisation, on voit aujourd'hui apparaître sur la scène de puissants groupes capitalistes originaires de pays dits émergents, comme l'Inde, où les conditions de vie du gros de la population restent pourtant celles du Tiers-Monde. Voir l'affaire Acelor-Mittal.

On peut toujours discuter de tel ou tel aspect des caractéristiques de l'impérialisme moderne selon Lénine, mais il est en tout cas certains que la prépondérance du capital financier constitue, en ce début du XXI^e siècle, son trait le plus marquant. C'est ce que confirmait, en parlant de la mondialisation, le professeur Rik Colsaet de l'Université de Gand, lors d'un débat organisé à Bruxelles, en mars 2003, par l'Association des anciens parlementaires. Le phénomène s'est accentué en relation directe avec les moyens de communication et d'information.

Les chiffres sont éloquentes.

On a calculé qu'en 2002, les mouvements de capitaux dans le monde ont généré 699.000 milliards de dollars, alors que le marché des transactions liées à la production et à la consommation des biens et services n'en a généré que 32.000 milliards.

« Economie casino », disait Jacques Delors. « Dérives de la financiarisation », disent de nombreux commentateurs. Mais s'agit-il vraiment de dérives ? On y verra plutôt l'expression d'une logique financière qui s'impose au monde malgré les règles du libéralisme économique (loi anti-trusts aux USA ; réglementation internationales diverses).

Dans *Démocrate*, organe de presse du M.O.C., l'économiste Etienne Lebeau faisait remarquer, il y a quelques semaines, que, même dans les milieux financiers dirigeants, certains en arrivent à s'inquiéter de la montée en puissance des « investissements institutionnels » (aussi appelés les « Zinzins ») dont la préoccupation unique est de gonfler rapidement le rendement de leur portefeuille financier. On en trouve une confirmation dans un petit livre, *le capitalisme total*, (2005), publié par le financier français Jean Peyrelade qui se plaint d'un système de gestion à l'américaine où des petits actionnaires, décident de tout et font du chef d'entreprise un exécutant, si bien que plus personne ne s'occupe de « l'intérêt général ». Très significativement, J. Peyrelade déclare qu'une solution lui manque encore...

S'étonnera-t-on dès lors de voir s'aggraver toutes les inégalités que Lénine associait au développement même du capitalisme ? Ici encore, les évidences foisonnent.

Au cours de la journée d'études déjà mentionnée, le professeur Colsaet signalait que, dans les années 30 du siècle dernier, on considérait qu'une société ne pouvait rester stable que si l'écart entre les pauvres et les riches représentait un pourcentage de 40 contre 1. Or, en 1995, aux Etats-Unis, cet écart était de 419 contre 1 et, au début de notre siècle, de 500 contre 1 au niveau mondial (source : United National Development Program).

Le sénateur socialiste Pierre Galand écrivait dans « Le Soir » du 28.09.2006 : « *Toutes les régions du monde qui ont appliqué les politiques d'ajustement préconisées par le F.M.I. et la B.M. (austérité, privatisation, libéralisation) ont enregistré une augmentation de la pauvreté absolue durant les années 90* ». En Afrique,-subsaaharienne, on compte 74 millions d'indigents supplémentaires. Ils sont 20 millions dans l'ancien « bloc soviétique ».

Rappelons ici que les consignes d'austérité qui émanent de la B.M. et du F.M.I. le sont sous l'égide des Etats-Unis qui sont le pays le plus endetté de la planète devant le Japon et l'Italie !

Au début du siècle, on calculait qu'un ménage africain moyen consommait 20% de moins qu'un quart de siècle plus tôt. En Amérique latine, au même moment, le pouvoir d'achat des salaires les plus bas était de 27% inférieur à celui des années 80.

Toujours à la même journée d'études, le chanoine Houtart s'est appesanti sur l'exemple du Nicaragua. Depuis 1990, du fait de l'application des règles internationales fixées sous la pression des Etats-Unis, le pouvoir d'achat y a baissé de 61% et le Président (battu aux récentes élections) a mis son veto à une loi votée par le Parlement qui prévoyait de financer des dépenses d'éducation et de santé par une taxation spéciale à charge des banques, en arguant du fait que cette loi serait bloquée par le FMI.

On ne s'étonnera donc pas de l'avis exprimé dans « Le Soir »(18/10/06) par l'ancien ministre des Finances argentin, Roberto Lavagna : « *Le problème du F.M.I., c'est qu'il ne s'agit plus d'une institution représentant des pays, mais que ce sont les acteurs du système financier qui contrôlent pour mieux protéger leurs intérêts et ceux des bailleurs de fonds. Il faut se libérer du F.M.I., car, en appliquant sa propre logique financière, il en arrive à détruire la production nationale, avec d'énormes dégâts sociaux* ». On reconnaît dans cette opinion un des principaux motifs pour lesquels plusieurs pays d'Amérique latine contestent de plus en plus, sous des formes diverses, la lourde tutelle des Etats-Unis et en sont même arrivés récemment à mettre le F.M.I. en difficultés.

Malgré des situations disparates d'un pays à l'autre et à l'intérieur de chaque pays, l'Europe n'échappe pas à la tendance générale, et la Belgique pas davantage. Selon des statistiques récentes, les Belges vivant au-dessous du seuil de pauvreté (777€ par mois) représentent 15% de la population, ce taux atteignant 21 à 60% pour les immigrés (Italiens :21% ; Marocains :55.5% ; Turcs :60%). On relève par ailleurs que, de 1979 à 2000, les salaires réels en Belgique ont augmenté de 38% alors que la productivité du travail augmentait, elle, de 57%.

Où en arriverait-on si on laissait faire ?

En septembre dernier, l'ex-CISL a dénoncé une recommandation que la Banque Mondiale venait de faire à tous les gouvernements : lever toute réglementation des marchés de l'emploi. Soucieuse de donner de bons exemples, la publication Doing Business, éditée par la Banque, vantait les mérites des Iles Marshall, micro-Etat d'Océanie associé aux Etats-Unis depuis 1980 et représenté à l'O.N.U. Le travail y est autorisé 24h. sur 24, 7 jours sur 7 et sans préavis de licenciement.

C.R. (9/11/2006).

ANNEXE 1.

MAROC. Extrait du LAROUSSE UNIVERSEL, T.II (1923)

Outre l'intensité des rivalités impérialistes, ce texte illustre aussi la « bonne conscience » avec laquelle la propagande se déguisait alors en « information » académique. Mais en est-il autrement aujourd'hui ?

C'est l'état d'anarchie qui régnait au Maroc qui détermina, en 1904, l'intervention de la France et de l'Espagne ; mais l'Allemagne, au nom du principe de l'indépendance marocaine, provoqua la conférence d'Algésiras (1906), dont l'acte final (...) chargea du maintien de l'ordre les deux puissances qui avaient dans la contrée les intérêts les plus spéciaux : la France et l'Espagne. Mais les deux Etats, au lieu d'agir de concert, se trouvèrent amenés à agir isolément, et la France, en présence de l'anarchie toujours grandissante, intervint bientôt pour rétablir l'ordre (...) ; un peu plus tard, elle envoya ses troupes à Fez, tandis que l'Espagne en débarqua à Larache (1911). En dépit de l'arrivée de la Panther⁶ à Agadir, les Français demeurèrent au Maroc, et, lorsqu'ils eurent acheté, par des sacrifices territoriaux consentis à l'Allemagne au Congo⁷ (4 novembre 1911), le maintien de la situation, ils travaillèrent à étendre leur autorité (...) Ils le faisaient avec difficulté (massacre de Fez, avril 1912), lorsque éclata la Grande Guerre.

Celle-ci imposa la nécessité de rappeler du Maroc toutes les troupes d'active. Le général Lyautey se refusa cependant à abandonner le territoire déjà occupé, en dépit de l'agitation des tribus insoumises travaillées par des émissaires germaniques, et il mena dans l' « Occident lointain » la guerre contre l'Allemand qui voulait « couper au Maroc les jarrets de la France ». Grâce à son habile politique, plusieurs des grands caïds de l'Atlas aidèrent nos soldats à maintenir l'ordre dans les pays soumis, puis à entreprendre de nouvelles opérations de police, et à étendre la « paix française » dans les régions jusqu'alors insoumises. Ce fut la « bataille du Maroc », une bataille victorieuse. Aussi, loin de nuire à l'influence de notre patrie dans le Maghreb el-Aksa, la guerre a permis de l'étendre et de la consolider. »

⁶ Canonnière allemande

⁷ Il s'agit de l'extension du Cameroun, alors colonie allemande, aux dépens du Congo français (Brazzaville). Après les hostilités, Français et Anglais se partagèrent le Cameroun qu'ils avaient occupé dès 1916.

ANNEXE 2.

LE TRAITE DE VERSAILLES

Extraits de HISTOIRE DIPLOMATIQUE 1648 A 1919 De Jacques DROZ (Daloz 1959) p.p. 576 à 579

Outre la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France et la cession d'Eupen-Malmedy à la Belgique, le traité de Versailles exige la cession par l'Allemagne de la Posnanie à la Pologne, dont l'accès à la mer sera assuré par un corridor entre l'Allemagne et la Prusse orientale et la ville libre de Dantzig⁸ placée sous la protection de la Société des Nations. Les frontières de la Silésie, ainsi que du Schleswig septentrional, devront être déterminées par plébiscite. L'Allemagne perd toutes ses colonies, qui seront distribuées à titre de mandats à la France (Cameroun et partie du Togo), à l'Angleterre (l'Afrique orientale et Sud-Ouest africain) et au Japon (îles du Pacifique), ainsi qu'à certains dominions britanniques⁹. Les clauses militaires du traité réduisent l'armée allemande à 100.000 hommes (...) Du point de vue économique, l'Allemagne devra verser les sommes fixées par la Commission des réparations, fournir une quantité déterminée de navires marchands, de machines de têtes de bétail, accorder aux Alliés le traitement de la nation la plus favorisée, accepter l'internationalisation de ses voies fluviales et ouvrir le canal de Kiel à la navigation. L'occupation de la rive gauche du Rhin (...) demeure la garantie de l'exécution du traité.

Mais ce succès de la France n'est qu'éphémère : Versailles n'a qu'à peine entamé territorialement et économiquement la puissance allemande ; et, si les dynasties ont disparu, la prépondérance prussienne demeure entière et la caste militaire n'a que provisoirement passé la main. D'ailleurs, la victoire a dissocié la coalition (...) Sur le plan diplomatique, les conséquences les plus graves de la première guerre mondiale résident ailleurs. Sur le continent même, après la dissolution des trois grands Empires – Russie, Autriche-Hongrie, Allemagne – le fait capital est la balkanisation de l'Europe centrale, qui multiplie les causes de conflit, en exacerbant les nationalismes tant chez les victimes que dans les pays démesurément grossis par les traités. En Extrême-Orient, le Japon a profité de la guerre mondiale non seulement pour mettre la main sur le Chang-Toung, et les îles du Pacifique, pour imposer à la Chine son protectorat économique et militaire, et pour se substituer partout aux puissances européennes. Quant aux Etats-Unis, ils ont fortement étendu leur prépondérance dans le continent sud-américain ; devenus les créanciers de l'Europe, ayant prodigieusement développé leurs moyens de production et leur commerce extérieur, devenus une puissance militaire, ils sont à même de jouer un rôle grandissant dans la politique mondiale.

Dans le monde, les peuples européens constatent la chute de leur influence (...) D'une part, engagés dans une oeuvre de destruction réciproque, ils voient l'ébranlement de leur prestige auprès des pays neufs, chez qui l'esprit d'émancipation a été développé à la fois par la diffusion des idées wilsonniennes sur « la libre disposition des peuples »¹⁰

⁸ Le corridor de Dantzig fut le prétexte qu'invoque Hitler, en 1939, pour envahir la Pologne.

⁹ L'auteur omet l'attribution du Rwanda et du Burundi à la Belgique

¹⁰ A noter que le président Wilson, qui fut aussi l'inspirateur de la Société des Nations et par l'appel bolchevik contre le colonialisme.

NOTE 1

SUR LES SEQUELLES DU COLONIALISME

Les problèmes qui se posent actuellement au Proche-Orient et en Afrique portent toujours les marques de l'ère coloniale et des limites de la décolonisation. Tant au Proche-Orient qu'en Afrique, beaucoup d'Etats ont obtenu leur indépendance à partir de territoires découpés artificiellement en fonction de l'intérêt porté à leurs richesses par les anciens colonisateurs, ce qui reste pour eux une source importante de difficultés.

Vu les circonstances, arrêtons-nous au Proche-Orient.

Dans les accords internationaux qui ont précédé ou suivi le traité de Versailles, en particulier les traités de Sèvres (1920), on trouve presque tous les détonateurs des conflits récurrents qui, depuis ravagent la région. A l'origine de ce traité, on relèvera surtout les Accords Sykes-Picot (1916) qui partageaient les dépouilles orientales de l'Empire ottoman entre la Grande-Bretagne et la France, et la Déclaration Balfour (1917), nom du Secrétaire d'Etat au Foreign Office, qui préconisait la création d'un « foyer national » juif en Palestine. Notons que, dans son analyse des buts de la guerre, Lénine critiqua le projet de démembrement de l'Empire ottoman (de même d'ailleurs que celui de l'Autriche-Hongrie). Quant à l'influence du wilsonisme, elle se traduit, dans le cadre de la SDN, par l'attribution aux vainqueurs de mandats plus ou moins limités dans le temps, ce qui ne changea rien aux pratiques colonialistes.

Les conséquences de ce démembrement furent encore aggravées par le fait que les deux puissances avaient des politiques différentes. Alors qu'en Syrie et au Liban, la France misait sur l'extrême diversité des populations (Arabes, Turcs, Kurdes, Druzes, etc.) et sur leurs divisions religieuses, les Britanniques s'appuyaient sur les élites urbaines, surtout dans l'ex-Mésopotamie devenue Irak, pour créer un semblant d'homogénéité politique. Tentative d'autant plus aléatoire qu'ils s'étaient employés, pendant la guerre, à soulever les populations locales contre les Turcs, en particuliers les Kurdes. Le traité de Sèvres prévoyait d'ailleurs la constitution d'un Etat Kurde, mais cette promesse ne fut pas respectée et le Kurdistan resta morcelé entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. C'est pourquoi la question kurde est toujours d'actualité, et pas seulement pour la Turquie. On sait dans quelles conditions dramatiques elle a ressurgi dans l'Irak de Saddam Hussein.

Les Anglais avaient accordé son indépendance à l'Irak en 1930. Indépendance purement formelle. Parmi les véritables maîtres des lieux, on pouvait compter, à l'époque, celui qu'on surnommait « le Napoléon de la Royal Dutch-Shell », Henry Deterding. Ce fut ensuite l'Irak Petroleum. Mais avec le recul, on tiendra pour particulièrement significatif le fait que l'Irak théoriquement indépendant perdit dans l'opération le contrôle d'un petit territoire qui resta un protectorat britannique jusqu'en 1961 avant de se transformer en pétromonarchie en 1977 : le Koweït. Il suffit de consulter une carte de la région pour se rendre compte de l'absurdité de ce découpage, du point de vue géopolitique. Cela ne justifie pas l'annexion ultérieure du Koweït par l'Irak (1990), mais cela enlève une large part de leur crédibilité aux motifs invoqués alors pour justifier la guerre du golfe. On sait de surcroît que Saddam Hussein se croyait en droit d'espérer une certaine « compréhension » de la part des Etats-Unis qui l'avaient soutenu dans sa longue guerre contre l'Iran des ayatollahs, de 1980 à 1988 (nous y reviendrons).

Côté français, la Syrie et le Liban n'obtinrent leur indépendance qu'à l'issue de la Seconde guerre mondiale, après que le gouvernement du Front populaire eut essayé en vain, dans les années 30, de surmonter l'opposition de la droite et des chefs militaires à tout assouplissement du contrôle de la France sur ces pays. Aussi l'impérialisme français allait-il rapidement perdre pied dans la région. Quant à l'impérialisme anglais, il résista mieux, ce fut dans la mesure où il composa avec l'impérialisme US qui témoigna de son originalité par rapport aux « vieux » impérialismes en condamnant l'agression anglo-franco-israélienne contre l'Egypte en 1956. La Grande-Bretagne en était restée au contrôle rigoureux de la route des Indes, via le canal de Suez. La France redoutait l'influence du nasserisme en Afrique du Nord. Seul l'Etat d'Israël, fondé en 1947-1948,

obéissait à des préoccupations qui allaient s'avérer compatibles avec les intérêts des USA et l'amener à se faire leur principal point d'appui militaire dans la région. Aussi Washington ne devait-il jamais lui ménager son soutien malgré le fait que, à partir de 1970, Israël devint en quelque sorte le dernier Etat colonialiste classique de la planète puisque, faisant fi des résolutions de l'ONU, il implanta systématiquement des colonies de peuplement dans les territoires occupés.

On voit donc se dessiner clairement le lien qui relie le dépeçage de l'Empire ottoman, en 1919-1920, à l'actuelle situation chaotique du Proche-Orient, laquelle fait apparaître de plus en plus cruellement l'inconsistance du prétexte invoqué par Bush pour contrôler l'Irak : y construire une démocratie modèle qui servirait d'exemple à toute la région. Ce prétexte s'inscrit d'ailleurs dans la tradition du plus pur colonialisme, car celui-ci n'a jamais manqué d'embellir ses motivations, comme la petite Belgique le fit elle-même, au sujet de « son » Congo. Il s'agissait alors d'apporter les bienfaits de la civilisation aux nègres, de les défendre contre les esclavagistes arabes, de les délivrer de leurs superstitions grâce à nos bons missionnaires, bref de continuer « l'œuvre du grand Léopold II » avec le concours de « Tintin au Congo »¹¹

Dans d'autres cas, il fallait rétablir l'ordre : voir en page 13, dans l'Introduction, l'extrait du Larousse universel de 1923 relatif au Maroc. Il n'y a pas loin de cette justification à celles qui ont été utilisées lors d'interventions militaires américaines dans différentes régions du monde, au cours des dernières décennies. La notion de « devoir d'ingérence » n'est pas aussi récente qu'il y paraît. Et l'on en dira autant de l'« humanitaire ». Ce thème a toujours été à la mode et pas seulement pour le compte des USA.

Voici ce qu'en dit Guy Spitaels dans son livre « L'impossible équilibre »(2003) : « *En premier lieu, les grandes entreprises cherchent par le biais de l'humanitaire à prendre pied sur les territoires dont les ressources les intéressent : création de « fondations » dont les activités caritatives ne sont pas loin des puits de pétrole (Elf en Angola, Shell au Nigéria), financement de programmes ONG, là où les régimes qu'elles soutiennent indirectement par leur activité ne brillent pas par leur respect des droits de l'Homme (Total en Birmanie).*

A noter cependant que ces grandes entreprises se passent aisément de prétextes humanitaires quand cela convient. En Irak, les mercenaires à leur service représentent la deuxième force militaire après l'armée américaine et devant l'armée britannique.

Pour l'heure « l'humanitaire » a toujours sa place dans les justifications favorites des impérialismes, mais on en voit apparaître de nouvelles.

Il faut bien voir les rapports qui existent entre les théories fumeuses d'un Fukuyama ou d'un Huntington, déjà évoquées dans l'introduction, et le discours politique contre l'« Axe du mal » qui se veut lui-même la justification d'actes de guerre. Parmi les thèmes que véhiculent (insidieusement) les têtes pensantes de l'impérialisme US et de ses alliés, il y a celui de la Troisième guerre mondiale. En effet, nous serions maintenant en guerre contre le terrorisme islamiste, - ce qui implique non seulement que l'on se résigne à

¹¹ Lénine fait observer que ce serait une erreur de voir de la « scélérateuse » dans le comportement des principaux acteurs de l'impérialisme, car ils ne font que s'inscrire dans la logique de développement du capitalisme à son « stade suprême ». On peut même parler de « bonne conscience ». Dans son livre intitulé *La décolonisation 1919-1963* (Collection U.A. Colin, 1965), Henri Grimal souligne avec raison cette « bonne conscience » des colonisateurs et il donne en exemple un texte écrit en 1931 par Albert Sarrault, homme politique français qui fut gouverneur de l'Indochine avant de devenir Président du Conseil des ministres à Paris : « *La nature a distribué inégalement à travers la planète, l'abondance et les dépôts de ces matières premières ; et tandis qu'elle a localisé dans cette extrémité continentale qui est l'Europe le génie inventif des races blanches, la science de l'utilisation des richesses naturelles, elle a concentré les plus vastes réservoirs de ces matières dans les Afrique, les Asie tropicale, les Océanie équatoriale, vers lesquelles le besoin de vivre et de créer jettera l'élan des pays civilisés... Faut-il laisser en friche, faut-il abandonner aux ronces de l'ignorance ou de l'incapacité des immenses étendues incultes d'où des nourritures peuvent jaillir ? ... L'humanité totale doit pouvoir jouir de la richesse totale répandue sur la planète. Cette richesse est le trésor commun de l'humanité. Et nulle appropriation, fût-elle millénaire, ne peut invoquer la prescription contre le droit de l'univers d'utiliser les ressources offertes en tous lieux par la nature à la satisfaction légitime des besoins humains.* (« Grandeur et Servitude coloniales » 1931).

accepter des opérations militaires de grande envergure, mais aussi certaines limitations des libertés citoyennes.

Nous touchons ici à un sujet complexe qui exigerait un autre débat. Il est évident que le 11 septembre 2001 ne pouvait rester sans suites graves. L'obscurantisme religieux est devenu un phénomène de masse dans les populations musulmanes et il est indéniable qu'il a donné une base populaire durable à des actions de type terroriste, lesquelles fournissent d'excellents prétextes aux agissements de l'Administration Bush et de ses partenaires. A l'analyse, tout donne à penser que ce fanatisme et ses manifestations les plus violentes sont l'expression d'une révolte qui se traduit de cette manière parce qu'il lui manque des perspectives politiques claires et tout simplement rationnelles. A ce propos, Guy Spitaels écrit dans « La triple insurrection islamiste » (2005) : « *Que serait aujourd'hui le monde musulman si nous avions soutenu Nasser, Mossadegh, Sukarno et d'autres plutôt que de leur refuser notre aide et d'œuvrer à leur perte ?* »

Question on ne peut plus pertinente. A titre d'exemple, en 1951, Mossadegh avait engagé l'Iran dans la voie de la modernisation. L'industrie pétrolière fut nationalisée. Deux ans plus tard, avec l'aide des Américains et des Anglais, le Shah faisait arrêter Mossadegh et, comme la modernisation du pays répondait effectivement à un besoin, le régime s'engagea dans ce qu'on a appelé une « révolution blanche », sorte d'occidentalisation par le haut qui s'accompagna d'une dure répression policière contre les opposants. Khomeyni s'exila en France. Ainsi en arrive-t-on, en 1979, à la révolution des ayatollahs, une première dans le genre, en ce sens qu'elle dressait contre l'impérialisme US un mouvement populaire à fortes motivations religieuses. On connaît la suite. La modernisation de l'Iran s'est si bien poursuivie à l'ombre d'Allah que ce pays a pu prendre la succession de l'Irak dans le chantage au danger nucléaire auquel se livre Bush.

La question de G. Spitaels ne s'appliquerait-elle pas aussi à l'Afghanistan ? Certes, l'intervention soviétique de décembre 1979 fut une lourde erreur politique trop tardivement corrigée, mais au moins visait-elle à soutenir un gouvernement (relativement) progressiste, alors que les Etats-Unis, en soutenant les talibans contre lesquels ils allaient se retourner par la suite, ont conduit ce pays à sombrer dans un chaos qui paraît de plus en plus inextricable.

La solution du problème posé par la montée du fanatisme islamiste ne peut être que politique. En aucun cas, elle ne pourra résulter d'une prétendue démocratie imposée de force et de l'extérieur, comme on le fit à Kaboul et à Bagdad, ces régimes ne servant qu'à masquer ce qu'un des auteurs des CM appelle la « recolonisation civile », elle-même génératrice d'une radicalisation de l'opposition islamiste.

NOTE 2

L'IMPERIALISME ALLEMAND ET LE NAZISME LE PACTE DE NON AGRESSION GERMANO-SOVIETIQUE

Sur ces questions, les documents introductifs demandent quelques précisions qui resteront marginales, de manière à ce que les développements historiques qu'elles requièrent ne deviennent pas trop envahissants. C'est notamment le cas du pacte de non-agression germano-soviétique de 1939 et de sa place dans les prodromes¹² de la Seconde guerre mondiale en même temps que dans les suites de la précédente.

Le nazisme ne se confond pas avec l'impérialisme allemand, même s'il s'en est fait, après son accession au pouvoir, un instrument particulièrement actif et offensif. Compte tenu de sa puissance intacte (voir Droz-Annexe 2), l'impérialisme allemand aurait pu avoir les mêmes visées sous n'importe quel régime. Mais encore lui fallait-il les moyens de ses ambitions. On peut penser que c'est la fracture ouverte entre sa puissance et l'abaissement de sa position dans le monde qui l'a amené, au cours des années 30, à se rabattre sur des méthodes extrêmes –nazies–, pour retrouver une place à sa mesure sur la scène internationale.

Quelles étaient ces visées ?

A l'Ouest.- Récupérer l'Alsace-Lorraine, considérée alors comme un joyau industriel, tout en prenant sur la France une éclatante revanche. Sentiment que le militarisme prussien, toujours en place à Berlin, avait répandu dans la population après la défaite de 1918 (attribuée aux politiciens) et que le nazisme sut utiliser habilement. La France abattue, il fallait conclure un compromis avantageux avec la Grande-Bretagne sur un nouveau partage du monde, ce que la politique étrangère de Chamberlain avait permis d'espérer (plusieurs historiens expliquent par ce dessein le fait que l'armée allemande, arrivée en vue de Dunkerque, fin mai 1940, fit une pause sur l'ordre d'Hitler).

A l'Est – Etablir la domination allemande sur de vastes territoires jusqu'aux puits de pétrole du Caucase et, en même temps, éradiquer le « péril bolchevik » conformément au but du Pacte anti-Komintern conclu avec le Japon en 1936 et étendu à l'Italie en 1937. Pour donner à ces objectifs un habillage à la mode, la propagande nazie affirme qu'il s'agit de conquérir « l'espace vital » dont le peuple allemand a besoin en raison de sa supériorité raciale, comme on comprend que ce n'est pas cette propagande qui a poussé le grand capital allemand à s'accommoder, pour le moins, du régime nazi.

A la fin des années 30, la question qui se posait à l'Allemagne nazie était la suivante : par où commencer ? Tout indique qu'elle a jugé bon d'en finir d'abord avec la France qui avait donné de nouvelles preuves de sa faiblesse durant la « drôle de guerre » en immobilisant ses troupes derrière la ligne Maginot alors que le gros de l'armée allemande envahissait la Pologne.

Tel est le contexte dans lequel fut conclu, en 1939, le pacte de non agression germano-soviétique, dont il est dit dans l'introduction qu'il fut une riposte aux tentatives anglo-françaises de canaliser vers l'Est l'agressivité nazie. Aujourd'hui encore, beaucoup d'historiens rejettent cette opinion. Pourtant, l'analyse des événements qui se sont produits en Europe, de 1936 à 1940, devrait suffire à l'étayer. Alors que la « drôle de guerre » avait déjà commencé, des généraux français étudiaient en Syrie la possibilité d'une offensive militaire qui prendrait l'URSS à revers en direction du Caucase !

Autre élément qui exige un éclairage correct : le fait que l'URSS utilisa la déstabilisation de l'Europe au début de la guerre pour occuper et annexer la Carélie (Finlande), les pays baltes, la Biélorussie occidentale (Pologne) et la Bessarabie (Roumanie). Il faut savoir qu'il s'agissait là de territoires que l'URSS avait perdu, au lendemain de la Première guerre mondiale, à la suite des opérations militaires menées contre elle par la

¹² Signes avant-coureurs

contre-révolution soutenue par des corps expéditionnaires français et anglais. En Pologne, les troupes soviétiques s'arrêtèrent sur la ligne Curzon, limite fixée en 1919-1920 par une commission interalliée présidée par Lord Curzon, mais en deçà de laquelle les révolutionnaires russes avaient dû reculer en 1921. Ce sera d'ailleurs la frontière polono-soviétique fixée en 1945 et c'est toujours la frontière actuelle entre la Pologne et la Biélorussie.

Rappelons en outre que la Pologne de 1939, après avoir fait obstacle à un accord de sécurité collective en Europe, avait cru bon de partager les dépouilles de la Tchécoslovaquie (la zone de Teschen et un fragment de la Slovaquie) avec le III^{ème} Reich et la Hongrie horthyste.

Bien entendu, ces précisions ne remettent nullement en cause les méfaits du stalinisme. Elles visent uniquement à contrer ceux qui utilisent ces méfaits pour brouiller les pistes de l'Histoire.

La condamnation du stalinisme touche aussi, du reste, à l'application du pacte de 1939 dans la mesure où, comme on devait l'apprendre plus tard, ce pacte comportait des clauses secrètes inadmissibles. En outre, si l'on peut considérer qu'il était légitime de refaire de la ligne Curzon la frontière occidentale de l'URSS, rien ne permet évidemment de justifier des actes monstrueux comme le massacre de Katyn (dont la propagande nazie tira d'ailleurs parti pendant la guerre).